



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

17/09/2025

L'État impérialiste français tente d'enterrer la cause palestinienne à l'ONU ! Ne soyons pas dupes !

Pas de Libération de la Palestine sans sa Résistance nationale !

Le 12 septembre dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution pour « le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux États » par 142 voix pour, 10 contre et 12 abstentions.

La France et l'Arabie saoudite, à l'origine du texte de la résolution, ont donc convaincu une grosse majorité des États membres des Nations Unies de se rallier à une déclaration posant les principes de règlement du « conflit israélo-palestinien » et non à la « reconnaissance de l'État de Palestine ».

La résolution franco-saoudienne empêche tout État palestinien

Macron n'a pas changé d'avis. Sa position est toujours la même, de ses déclarations en juillet au texte de la résolution, il ne s'agit ni de permettre un État palestinien, ni de promouvoir une paix juste. Les exigences portées par la déclaration parlent d'elles-mêmes. L'appel commence par une référence au 7 octobre 2023, les États condamnant « *l'odieuse attaque terroriste antisémite perpétrée* ». Ils reprennent ainsi d'emblée la rhétorique coloniale sioniste, assimilant la lutte armée palestinienne à une entreprise visant, par nature, les juifs. S'agissant de la situation humanitaire contemporaine à Gaza, les États se limitent en revanche à exprimer « *une vive préoccupation* », sans imputer à quiconque la responsabilité « *du nombre élevé de victimes civiles* ». Ce qui est soutenu immédiatement, pour Gaza, est beaucoup plus favorable à l'entité sioniste que l'accord de cessez-le-feu pourtant présenté par les États-Unis au printemps 2024, et validé par le Conseil de sécurité avant d'être rompu par Israël en mars 2025. L'Assemblée générale de l'ONU se contente d'exiger « *un cessez-le-feu immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages détenus par le Hamas et la restitution de leurs dépouilles, ainsi que la garantie d'un accès humanitaire sans entraves* ». Il n'est pas ici question d'échanges de prisonniers, ni du retrait de la bande de Gaza par Israël ou de la fin du siège génocidaire. Il s'agit plutôt d'une demande de reddition, teintée de considérations humanitaires, puisque le « jour d'après » à Gaza devra comprendre « *le désarmement du Hamas* ». La résolution exige donc une Palestine sans le Hamas, et démilitarisée, autant dire sans la Résistance.

Reprenant la visée colonialiste de l'impérialisme français, le texte dit ses exigences quant à ce que doivent faire les Palestiniens de leur futur « État ». Car s'il est question de « *promouvoir le développement économique de la Palestine* », ce sera pour « *faciliter le commerce* » et « *améliorer la compétitivité du secteur privé palestinien* ». L'assistance internationale, présentée comme relevant de « donateurs », devrait permettre à l'Autorité palestinienne de « *mettre en œuvre son programme de réformes* ». Ces « *réformes crédibles* » devront mettre l'accent « *sur la bonne gouvernance, la transparence, la viabilité des finances publiques, la lutte contre l'incitation à la violence et les discours de haine, la fourniture de services, l'environnement des affaires et le développement* ». Ces formules résonnent bien comme une exigence de ne surtout pas remettre en cause le système capitaliste et un contrôle sur la liberté d'expression.

Cerise sur le gâteau, le texte envisage la fin de l'action de l'UNRWA, l'Agence onusienne en charge des réfugiés palestiniens, puisque celle-ci devrait « *remettre ses services publics dans le territoire palestinien aux institutions palestiniennes dûment habilitées et préparées* ». Ceci interviendra « *lorsqu'une solution juste au problème des réfugiés* » aura été trouvée, dans un « *cadre régional et international apportant une aide appropriée au règlement* ».

de la question des réfugiés, tout en réaffirmant le droit au retour ». La formule, particulièrement floue, n'envisage pas de mettre en œuvre ou faciliter le droit au retour. Elle ne vise en réalité que la compensation due en cas de non-retour, sur la base de la résolution 194 de l'Assemblée générale de décembre 1948.

Nous l'avions déjà écrit, mais nous renouvelons notre désaccord fondamental avec ce texte et notre dénonciation de ce qu'il porte. Non pas la reconnaissance d'un État palestinien, mais la poursuite en pire de la paix coloniale d'Oslo, avec un bantoustan aux ordres de l'entité sioniste. Car il s'accompagne d'injonctions aussi pour les pays de la région. Basée sur postulat mensonger d'une possible acceptation par Israël d'un État palestinien, en toute connaissance de cause, elle préconise une méthode éculée, celle de la négociation bilatérale sous influence occidentale. Il s'agit en effet de *« soutenir la conclusion et la mise en œuvre d'un accord de paix entre Israël et la Palestine (...) conformément au mandat de Madrid, notamment le principe de l'échange de territoires contre la paix »* tout en appelant, en fin de texte *« les pays qui ne l'ont pas encore fait à établir des relations normales avec Israël et à exprimer leur volonté d'entamer des discussions concernant l'intégration régionale de l'État d'Israël ».*

Rien de tout cela ne va dans le sens de la libération nationale de la Palestine, que nous soutenons. C'est, au contraire, une manœuvre destinée à sauver les meubles dans ce temps où l'État colonial sioniste génocidaire est au ban des nations, honni par les travailleurs et les peuples du monde entier.

L'autorité palestinienne est complice

Ce constat du contenu de la déclaration est bien sûr connu de tous. Cela permet au moins de faire tomber des masques, notamment celui des *compradores* de Ramallah. L'ambassadeur à l'ONU de l'Autorité palestinienne a salué le vote des 142 États, alors même que ses dirigeants ont été privés de passeport pour venir à la séance de l'ONU par les autorités impérialistes US !

Mahmoud Abbas avait déjà approuvé, un appel, annonçant l'effacement des responsabilités des génocidaires sionistes, présentée par plusieurs États lançant, fin juillet 2025, un « Appel de New York ». Il s'agit d'une brève déclaration de quinze États occidentaux, parmi lesquels on trouve l'Espagne, l'Irlande et la Slovaquie. Cet appel vient, de manière quasi indécente, effacer la réalité des crimes commis par Israël et stigmatiser la lutte armée palestinienne.

Reprenant des déclarations de Mahmoud Abbas, l'appel stipule que la Palestine *« n'a pas l'intention de devenir un État militarisé »*. Dans ce contexte, c'est un processus de « désarmement, démobilisation et réintégration » qui doit être mené à bien, dans lequel le Hamas devrait remettre ses armes à l'Autorité palestinienne. D'un point de vue politique, il s'agit aussi d'écarter le Hamas, et probablement les autres forces de la Résistance, du pouvoir à Gaza puis, après un cessez-le-feu, d'organiser des « élections démocratiques » dans le délai d'un an. Pourtant, la *« compétition démocratique »* envisagée ne serait soutenue que si elle s'organise *« entre acteurs palestiniens engagés à respecter le programme politique et les engagements internationaux de l'OLP »*, c'est-à-dire les Accords d'Oslo et le désarmement des organisations de la Résistance.

Sous couvert d'une aide à l'émancipation palestinienne, dans la lignée de cet appel, le texte de la déclaration adoptée le 12 septembre soutient en réalité la création d'un bantoustan palestinien démilitarisé, qui sera donc soumis à l'expansionnisme israélien. Et, bien sûr, les expressions politiques autorisées dans le cadre des élections espérées seraient également limitées.

L'Autorité palestinienne accepte donc, quand elle ne l'appelle pas de ses vœux, un contrôle sur une zone étriquée, sans moyen militaire, au service total de l'État colonial sioniste : les ors de Ramallah plutôt que la liberté et l'indépendance de la Palestine.

Rien ne va plus pour les tenants du droit international

Ceux qui nous bassinent avec l'entité mythique appelée « droit international » ont du mouron à se faire après le vote de cette déclaration.

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 18 septembre 2024, une résolution engageant les États à adopter des mesures de sanction contre Israël afin de l'obliger à se retirer du territoire palestinien occupé, et ceci dans le délai d'un an, soit en septembre 2025. Fin septembre 2024, le cadre était donc clairement posé aux Nations unies, sur la base d'une analyse objective du droit international. Mais plusieurs inflexions sont rapidement apparues.

D'abord, la majorité des États s'est abstenue de prendre les mesures exigées. Puis, l'Assemblée générale a décidé de soutenir une conférence internationale (3 décembre 2024) dont la présidence sera assurée par la France et l'Arabie saoudite. Enfin, au lieu d'accentuer ses demandes de sanctions face à un génocide mis en œuvre, notamment, par la privation de biens essentiels à la survie, l'Assemblée générale s'est contentée de demander à la CIJ un nouvel avis sur l'entrave à l'aide humanitaire sans même mentionner le génocide (19 décembre 2024). Et on attend toujours cet avis de la Cour Internationale de Justice de même que sa réponse aux États lui demandant de caractériser le génocide. Le « droit international » s'apparente à l'urgence d'attendre. Dans ce contexte les résultats de la Conférence de New York, présidée, fin juillet 2025, par la France et l'Arabie Saoudite, et à laquelle n'ont pourtant participé ni Israël ni les États-Unis, ainsi que ceux du vote du 12 septembre n'ont rien d'étonnant. Ces résultats frappent tout de même par leur total mépris de ce que les bonnes âmes appellent le « droit international ».

Même en l'absence des USA, le « droit international » est plus que jamais le droit des impérialistes dominants, balayant la colonisation, le génocide et le droit au retour. Aucune mention du génocide n'est faite et les seuls que la « communauté internationale » veut désarmer sont les Résistants et non les oppresseurs colonialistes qui amplifient en ce moment même le massacre qu'ils perpètrent à Gaza. Le « droit international » est le droit des impérialistes occidentaux et de leur prolongement organique à massacrer les peuples colonisés, rien d'autre !

Un silence assourdissant

Personne ne semble s'émouvoir de ce vote. Un signe de gêne apparaît tout de même. Sur les réseaux sociaux, les mêmes qui avaient bruyamment salué la résolution de septembre 2024 ou les déclarations mensongères de Macron sur la reconnaissance sont muets comme des carpes quant au résultat des démarches accomplies par le même Macron.

La gauche politique, associative et les syndicats qui s'étaient réjoui ou se réjouissent encore de la « reconnaissance » n'ont manifestement pas eu un mot de condamnation de la résolution du 12 septembre. Ces gens sont empêtrés, dans ce qui pourrait apparaître comme des contradictions, mais constitue en réalité la fameuse position des torts partagés qui met sur le même plan un peuple colonisé et un État colonisateur, qui plus est d'une colonisation de substitution entraînant un génocide.

Alors que le texte de la résolution exprime réellement ce que pourrait être la « solution à deux États », tout ce beau monde s'y accroche. La récente Fête de *L'Humanité* a été un théâtre de ce rituel. A notre connaissance, personne, au sein des dirigeants de la « gauche », ne s'y est déclaré hostile à la résolution, personne ne l'a même évoquée, témoin de la gêne que le réel cause au milieu des chimères.

Côté face, les drapeaux palestiniens ont tapissé la Fête. Le PCF fête le député communiste israélien Ofer Cassif, qui a qualifié les combattants palestiniens de Cisjordanie de « combattants de la liberté », qui dénonce la fascisation de la société israélienne, et qui a déclaré, dans une interview au même journal : « *Le sionisme est une idéologie basée sur le suprémacisme et le racisme* », sans voir les contradictions avec ses propres positions, notamment celle du maintien de l'État colonial sioniste.

Et justement, côté pile, LFI comme le PCF rappelle son adhésion à la « solution à deux États », sans toutefois mentionner la résolution qui la détaille. Le PCF s'affiche avec les représentants des *compradores* de Ramallah, qui approuvent le désarmement de la Résistance et du futur bantoustan qui ne verra probablement jamais le jour.

Il n'existe pas de bon sioniste, même en souffrance

Par ailleurs, un événement est passé totalement inaperçu lors de la même Fête de *L'Humanité* : l'association *Festival Ciné Palestine* s'est retirée du cycle Palestine de cinéma. Ils expliquent leurs raisons dans un communiqué : « *Alors que le génocide à Gaza se poursuit depuis près de deux ans, que des dizaines de milliers de Palestiniens sont massacrés sous les bombes israéliennes et qu'une offensive militaire ravage actuellement le territoire, la Fête de l'Humanité a choisi de programmer OUI de Nadav Lapid dans le cadre d'un cycle prétendument consacré à la Palestine. Nous condamnons ce choix inacceptable. Ce film, coproduit par la société israélienne Bustan Films, financé par l'Israel Film Fund, vitrine de l'État sioniste via sa programmation dans le cadre du Festival du Cinéma Israélien à Paris, et nommé dans sept catégories aux Ophirs - l'équivalent des César en Israël, permettant une éventuelle représentation du pays aux Oscars - tombe pleinement sous les critères boycott culturel lancé en 2004 par BDS. Sous une apparence critique, OUI participe en réalité à la normalisation de l'État israélien, en donnant une image culturelle légitime à un système colonial. Ce type de production contribue à invisibiliser les récits palestiniens, alors même que le cycle devrait leur être entièrement consacré. Les cinéastes palestiniens, dont les films devaient être diffusés dans l'Espace Jack Ralite, nous ont exprimé leur souhait de ne pas voir leurs œuvres projetées aux côtés de OUI, considérant cela comme une offense à leur égard. Sa programmation repose sur le faux postulat d'une symétrie entre oppresseurs et opprimés.* ». Malgré leur demande, la direction de la Fête a refusé de déprogrammer le film OUI. L'association s'est donc retirée et, avec elle, nombre de cinéastes palestiniens.

Nadav Lapid a participé récemment à l'émission C'est ce soir et un court extrait sur les réseaux sociaux permet de le cerner. S'il est conscient de pas mal de choses, comme le fait qu'une infime minorité seulement des manifestants anti-Netanyahu se préoccupent de Gaza, s'il souffre de cette responsabilité collective de la population d'origine européenne de l'entité sioniste, il n'arrive pas à se détacher. Il parle de « *la maladie de l'âme israélienne* », survenue à l'occasion du génocide actuel (mot qu'il ne prononce pas). Il avoue d'ailleurs : « *J'ai grandi à Tel Aviv et toutes les bonnes choses qui me sont arrivées dans la vie me sont arrivées à Tel Aviv.* », sans se demander ce qu'il y avait avant la création de la ville de Tel Aviv en 1948.

Enfin, sa pensée se résume dans cette phrase : « *Je pense que c'est une société qui se détache de plus en plus du monde, qui a atteint un tel niveau d'aveuglement que je crois qu'une grande partie des Israéliens ne comprennent pas ce que le monde veut d'eux, que le problème, c'est le gouvernement de Netanyahu.* ». Qu'il le veuille ou non, Nadav Lapid participe effectivement à toutes les tentatives faites pour rendre humains les sionistes, pour rejeter la faute sur les seuls Netanyahu et « l'extrême-droite », pour dire que l'entité sioniste se perd, mais qu'avant, elle était

tellement sympathique... Il ressemble à une chenille qui aurait effectué une première mutation, mais resterait prisonnière de la chrysalide sans jamais pouvoir devenir papillon.

En conclusion

Que dire de ces États que l'on pense tout à fait solidaires de la Palestine, comme la Colombie, l'Afrique du Sud, où l'Algérie qui ont voté cette résolution ? Aucun d'eux n'a émis un doute, aucun ne s'est levé pour dire à la tribune des Nations Unies : « Ce n'est pas cela qui permettra la libération nationale de la Palestine ! ».

Cela confirme ce que nous avons dit à maintes reprises. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, seule la Résistance du peuple palestinien, tes ses formes, y compris armée et la solidarité internationale des travailleurs et des peuples permettront la libération de la Palestine. Nous n'attendons rien de l'ONU, comme probablement la plupart des Palestiniens. La Résistance ne peut compter que sur ses propres forces et l'immense solidarité des peuples.

Mais les masques tombent. Le rideau de la pseudo solution à deux États est désormais déchiré. L'ambassadeur de France à l'ONU, qui a présenté la résolution, l'a qualifiée de « *feuille de route unique pour concrétiser la solution à deux États* » Personne ne peut plus dire qu'il ne voit pas ce qui est derrière : le désarmement de la Résistance, les miettes laissées aux Compradores, un contrôle de la pensée des Palestiniens, un bantoustan soumis à l'État colonial sioniste.

Pour aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, un discours clair, anticolonialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'État colonial d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix. La « gauche » qui réclame le maintien de l'entité sioniste ne peut être d'aucun secours dans ce combat.

A cet égard, nous saluons une nouvelle fois le travail de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Abdallah qui a permis que le mouvement pour la libération nationale de la Palestine soit amplifié et affermi. Nous en profitons pour rappeler notre position au sujet de la Campagne Unitaire.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la « Campagne unitaire » doit perdurer et se fixer l'objectif de devenir le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».